

RECONQUERIR LA DIGNITE CENTRAFRICAINE

Propositions de Jean-Pierre Redjekra

Mes très cher-e-s compatriotes du collectif du 11 mai 2013, cher-e-s participants de la réunion publique de Lyon, centrafricains – centrafricaines, je suis convaincu que nous avons compris. Il est urgent, vital et nécessaire que nous nous emparions ici et maintenant du schéma et du projet de sortie de crise politique de notre pays. **La rencontre du 21 décembre 2013 est l'un catalyseur de ce cycle indispensable.** Elle permettra de commencer à écrire une nouvelle page de notre histoire.

Aristote disait « **jugez l'œuvre, ne jugez pas l'artiste** », je vous invite solennellement et collectivement à démontrer que nous sommes capables d'une grande œuvre. La seule qui vaille est celle **de reconquérir notre dignité**. Vous êtes une partie du peuple réunie à Lyon, j'aurais tant voulu être à vos côtés pour exprimer la volonté de notre peuple. Je compte sur chacune et chacun de vous pour que cette réunion produise une dynamique avec une portée nationale et historique.

Je vous adresse une série de propositions pour reconquérir notre dignité.

Parce que nous devons panser les cœurs des centrafricains qui saignent, je propose au débat pour décision...

- 1. De ne pas avoir peur de prendre une position politique républicaine et nationale, car la crise centrafricaine est d'abord une crise profondément liée à l'absence de direction politique claire et productive.**
- 2. Convoquer sans délai un dialogue de haut niveau,** regroupant les leaders d'opinion politique, les responsables de la société civile, les citoyens engagés pour qu'ils s'engagent à :
 - **Mobiliser tous leurs réseaux nationaux et internationaux en vue d'actions concrètes pour asseoir les conditions durables de la paix. : caravane de la paix** village par village, quartier par quartier, maison par maison.
 - **Procéder avant le nouvel an, à une déclaration publique spécifiant des réserves nécessaires à l'agenda proposé par le président de la République Française, François Hollande.** Cette déclaration formalisera les ORIENTATIONS GENERALES DE LA GESTION POLITIQUE DU PAYS pour le reste de la transition. L'objectif est de redéfinir le schéma politique du processus actuel de transition à partir du support relativement acceptable qu'est le Conseil national de transition CNT (légèrement reformaté). En tout cas démontré que des interlocuteurs politiques existent pour tordre le cou, à l'affirmation de la rareté d'hommes ou de femmes politiques, capables de relever ce pays.

3. Poser **le préalable du départ du pouvoir de Michel Djotodia et de sa responsabilité partagée avec François Bozizé**, pour amorcer l'apaisement de la situation centrafricaine, est un impératif.
Son maintien aux affaires est improductif tout comme le schéma et l'équipe de la transition actuel est à bout de souffle. Désarmer les troupes et garder ou préserver les auteurs intellectuels relève de l'inconséquence. Si l'on est d'accord par ailleurs, que le gouvernement de transition n'a pas pris toute la dimension de notre contexte historique post-génocide du Rwanda, il doit donc en tirer toutes les conséquences. Plus de 2000 morts au moins sur la conscience. Pour toutes ces raisons, **le point 2 des propositions est très important et impose une forte mobilisation.**
4. **Convoquer sans délai tous les chefs de quartiers et de villages de tout le pays à Bangui**, car ils sont d'une part les seules autorités reconnues et d'autre part l'indispensable relais de tout ce qui pourra se faire (administration, état civil, opérations d'éducation populaire d'éducation à la paix...). Ces assises doivent avoir trois dimensions au moins : civique, politique et sécuritaire.
5. **Concevoir, négocier les financements et mettre en œuvre de grands travaux en pour mobiliser les forces de la jeunesse centrafricaine par le travail.** L'un des principaux déclencheurs de la crise centrafricaine qui n'est pas confessionnelle, est la grande pauvreté d'un pays dont la population est très jeune (+ de 40% à moins de 15ans). Toute la communauté nationale et internationale doit soutenir cette proposition de façon concrète et rapide.
6. La classe politique doit s'unir et la société centrafricaine se mobiliser, pour appeler nos officiers, nos sous-officiers et nos vaillants soldats à sortir de leur silence ou de leur complicité partisane ou tribale, afin que soit mis sur pieds sans délai **un embryon d'une force armée véritablement républicaine**. Ni anti-balaka, si Séléka ne ramèneront la paix en Centrafrique. Ce sont les forces françaises, africaines et amies de notre pays qu'il faut soutenir et non nos des politiciens ombrageux : Djotodia et Bozizé !
7. **Inscrire plusieurs questions cruciales au débat dans lequel les centrafricains doivent prendre toute leur part :**
 - Qu'un consensus se fasse pour mettre en place pour le reste de la transition **un organe mixte de gestion financière du pays**. L'objectif est de prévenir et de contrecarrer les opérations de prédation des finances publiques. Cet organe mixte doit comprendre des cadres financiers centrafricains au-dessus de tout soupçon d'une part et un groupe de contrôle composé de cadres financiers des institutions multilatérales ou des établissements bancaires d'Afrique et de la Bad d'autre part.
 - Aborder **ouvertement la question de la non impartialité du contingent tchadien de la Misca**
 - **Traiter des responsabilités spécifiques des chefs d'Etat de la sous-région Afrique centrale**. Il s'agit que le mandat des troupes de la Misca doit être davantage clarifié.
 - **Poursuivre le travail de lobbying pour soutenir les efforts significatifs du président Hollande au niveau européen**, pour obtenir un soutien franc et massif de ce continent partenaire de la Rca.
 - **Se préoccuper des incidences de la crise au Sud Soudan par rapport à notre pays.**

- Préciser que l'ensemble des **engagements internationaux ne réussiront que si des interlocuteurs centrafricains sont crédibles** d'une part et d'autre part **qu'il faut entendre les centrafricains quand ils expriment leur vision du présent et de l'avenir.**
- 8. **Imposer le strict respect de la charte constitutionnelle** actuellement en vigueur en étant vigilant notamment sur les **inéligibilités**, les **interventions** susceptibles de remettre en cause la nécessaire impartialité des principaux acteurs de la transition
- 9. Mettre en place dès que possible, un **institut de la mémoire, des victimes, des réparations et de la culture centrafricaine** : instrument de pacification et de paix durable. Il permettra notamment d'identifier toutes les victimes, d'établir une liste de celles et ceux à élever à la dignité de martyrs, de promouvoir une sortie de la crise de la Nation par la culture.
- 10. Dans la perspective des opérations de **consolidation de la paix, utiliser les médias, renforcer la capacité des radios communautaires pour promouvoir le vivre ensemble.** Donner la parole aux leaders positifs, aux femmes et **s'appuyer sur la force des images pour sensibiliser à la réconciliation, à la justice, à la paix mais aussi à la garantie que de futures élections auront lieu et qu'il faudra voter en toute responsabilité.**
- 11. **Appeler les médias qui couvrent les évènements en Centrafrique quant à leur responsabilité en termes de déontologie professionnelle et de responsabilité tout aussi morale et juridique.** Les conflits modernes sont d'abord des conflits alimentés par des images...
- 12. **Instaurer un tribunal spécial centrafricain** aux moyens renforcés avec une indépendance fonctionnelle, pour traiter de tous les faits d'exécutions extra-judiciaires quelqu'en soient les auteurs. Ce tribunal spécial amènera notre justice à assumer sa part dans la refondation de l'autorité de la loi, de l'autorité de l'Etat.
- 13. **Transmettre à la CPI les faits les plus graves et à grande échelle,** notamment ceux depuis 2002. Organiser et réunir les conditions d'exercice des droits de toutes les victimes des injustices, afin qu'elles défendent leur droit à la vie, à l'intégrité et à la propriété, condition de base de la paix durable.
- 14. **Multiplier les occasions d'exprimer avec les mots, les maux de notre société notamment en sangô,** ces maux qui hantent et tente de terrasser notre Nation...
- 15. **Développer notre vigilance en utilisant tous les médias pour diffuser les nouvelles de la Rca et les interpréter positivement en rétablissant la vérité factuelle.** Par exemple, il n'y a pas de guerre entre chrétiens et musulmans centrafricains. Précisément, il s'agit une instrumentalisation de l'appartenance religieuse par des aventuriers « politiques » et des bandes d'individus manipulés ou crevés par l'oisiveté.
- 16. Le besoin crucial de vérité m'amène à préciser que **la volonté du peuple centrafricain n'est ni de déchirer des corans encore moins de détruire une mosquée ; ni brûler des bibles, piller et attaquer les églises...**Nous aspirons à un renouveau qui passe par un renouveau et une renaissance des liens entre nous

17. **Continuer à rassembler méthodiquement les preuves** (documents écrits, photos, témoignages, vidéos) qui établiront les responsabilités individuelles...
18. Œuvrer par des **initiatives simples et pragmatiques à l'éveil des masses populaires** sur tout le territoire et partout où se trouve des centrafricaines et des centrafricains....
19. Prévenir et **pénaliser dans la catégorie de crime, l'utilisation du fait religieux, à des fins politiciennes.**

...Parce qu'il faut aussi penser les conditions d'une paix durable en Rca, je propose à votre réflexion...

1. De reconstruire des institutions politiques locales, régionales et nationales qui redonnent la parole et l'initiative aux centrafricaines et centrafricains...Le déficit de démocratie et d'Education nous a amené dans les abîmes de l'histoire de l'humanité à ce jour !
2. Mettre en œuvre une politique économique qui s'appuie s'articule avec les opportunités de la dynamique sous- régionale Afrique centrale. **Le développement économique est un facteur clé de la paix durable...**
3. Miser prioritairement sur une politique d'Education et de formation fortement ambitieuse, facteur de de développement, y compris parmi les priorités de la période de transition. **« L'Education comme la sécurité et la santé ne peuvent t'attendre »**
4. Travailler intellectuellement à **la rénovation des fonds baptismaux d'une nation centrafricaine** avec des valeurs de solidarités nouvelles, une nation d'entrepreneurs, une nation solidifiée par des liens nouveaux tissés dans la vie sociale et en partie sur les réseaux sociaux...
5. Mettre en place de **lourdes peines pour tous les crimes de sang et les crimes économiques et financiers** dans les futurs instruments juridiques nationaux...

Mes cher-e-s compatriotes du collectif, je vous renouvelle mon soutien. Vous menez des actions avec un grand courage depuis des mois, où notre peuple est violé, spolié, terrorisé, tué, perturbé, désorienté. Un peuple dont on essaye d'opposer une partie à une autre. Les musulmans et les chrétiens, à qui on tente de faire croire qu'il y a un antagonisme irrémédiable.

Mon intervention tient aussi à la nécessité de saluer la mémoire d'un grand centrafricain aujourd'hui disparu. Me Goungaye Wanfiyo Nganatoua, ancien président de la Lcdh, tragiquement décédé le 28 décembre 2008. Un grand centrafricain par la force et la justesse de ses convictions, pour avoir osé résister à un pouvoir politique. Un grand centrafricain qui reste un exemple de défenseur des droits de tous ses compatriotes, sans distinction de leur origine, de leur opinion politique, de leur choix de conscience religieuse.

Par ailleurs, il n'est pas vain de redire que Barthélémy Boganda nous a légué en héritage une nation, la nation centrafricaine. Nous réalisons aujourd'hui que les bases de notre avenir commun sont à refonder, à redéfinir, à penser. C'est le devoir de chacun et de chacune d'entre nous. Parler sangô ne suffit plus comme ciment d'appartenance à la nation, sinon nous n'en serions pas là.

Enfin et c'est cela le plus important sens de mon message. J'affirme que seuls nous centrafricains amorceront les changements en Centrafrique ; à vrai dire, seuls nous centrafricains en ouvrirons les opportunités. J'invite tout un chacun à se prononcer sur les propositions formulées pour reconquérir notre DIGNITE ! Y'en a marre des humiliations de tout un pays !

(21 décembre 2013)